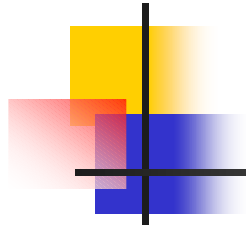


# Déplacement forcé en Colombie

Chaîre UNESCO  
Universidad Externado de Colombia  
Prof. Marcela Gutiérrez Quevedo  
ACAT - Paris V (2008)  
[catedraunesco@uexternado.edu.co](mailto:catedraunesco@uexternado.edu.co)



# Histoire de Colombie



# Société précolombienne

---

Elle recherchait l'équilibre avec la nature (gestion des ressources), entre les membres de la communauté (justice restauratrice) et la paix.

Mythe de *Bachué*, de sa relation avec la fertilité, l'abondance des récoltes et l'influence de la femme.



# Conquête, Colonie...

---

- Expropriation de nos terres et de notre culture.
- Choc culturel.
- Déséquilibre économique (économie centrée sur l'extraction des ressources).

# Reconnaissance théorique des droits

- **Lois de Burgos (1512)** : protection, justice et liberté ; défense des naturels et de leurs terres. Postulent l'égalité.
- **Cédule royale(9-09-1528)**: Prohibition de l'esclavage des indigènes.
- **Francisco de Vitoria**: " Il a démontré que les Indiens étant capables de discerner le bien et le mal ils étaient également capables d'avoir **des propriétés**"
- **Bulle "Sublimis Deus" (1537)**:Les Indiens sont des hommes véritables.
- **Fray Bartolomé de las Casas (1502)**: droit à la paix, à un traitement humain et digne.

# Leyes de Indias



---

- Politique sociale.
- La passion de la justice limitative de l'appétit cupide pour la richesse.
- Maintien des systèmes de production traditionnels.
- La Cédula de Charles-Quint (1528) interdit l'esclavage.
- Junte de Valladolid (1542) et les *Leyes Nuevas* qui met fin aux *encomiendas*.
- Restitution de la maison et des terres (Compilation 1681)

# Réforme agraire et tributaire (1591)



---

- Cédula El Pardo 1591 : “ Distribuant aux Indiens ce qui leur serait nécessaire pour qu’ils aient où cultiver et semer ; confirmer leurs droits sur ce qu’ils ont et leur donner ce qui manque à concurrence de ce qui leur est nécessaire ”.
- Restitution des terres dont les titres sont frauduleux.



# Despotisme éclairé (1777)

---

- Cette politique visait à réduire l'étendue des terres des Indiens pour les contraindre à chercher des moyens de subsistance complémentaires en travaillant dans les haciendas ou dans les mines.
- Innombrables souffrances étant donné qu'ils étaient chassés de chez eux et devaient se mettre en route avec femmes et enfants, leurs quelques biens et leur bétail pour aller vers une terre étrangère...





# Déclaration des Droits du citoyen (Nariño)

---

- Nariño reconnaît la “Politique sociale et la passion de la justice comme limitative du pur appétit cupide pour la richesse” et le “maintien des systèmes productifs traditionnels” des indigènes, *mais non de leurs croyances.*”



# Reconnaissance de Droits par Simón Bolívar Décrets (1825)

---

- “Que l’égalité entre tous les citoyens est la base de la Constitution de la République”
- “Que le premier devoir du gouvernement est l’éducation”
- “Respecter la propriété des communautés indigènes car elles sont les véritables propriétaires du sol”



# Le Déplacement *forcé*



# Déplacement Forcé interne

- Imposition de l'appropriation des terres (légale ou illégale)\* contre des groupes vulnérables.
- Expulsion individuelle ou collective de leurs terres.
- Abandon de leur lieu de résidence comme de leurs activités économiques habituelles parce qu'il a été porté atteinte à leur vie, intégrité physique ou liberté, ou qu'ils sont menacés.
- \* Cas d'Apartado, Choco, Carimagua....



# Causes

---

- Concentration de **terres** et distribution inégalitaire
- Le narcotrafic et ses marchés
- Atteintes à l'identité individuelle et collective pour cause de **mégaprojets**
- Primauté de la liberté économique sans tenir compte des limites prévues par la Constitution : intérêt social, environnement et patrimoine culturel.



# Moyens

---

- Violence systématique et violation massive des Droits humains et du Droit human international (massacres, violence sexuelle contre les femmes...)
- Opérations militaires et combats
- Enrôlement forcé dans les groupes armés et mines antipersonnel
- Corruption
- Exclusion sociale et criminalisation des groupes affectés



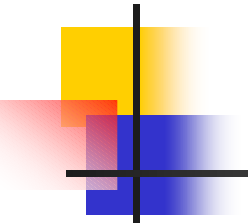
# Cas particulier des populations indigènes

---

Outre les **moyens** utilisés pour contraindre au déplacement, dans leur cas il faut ajouter :

- Blocus
- Fumigations qui affectent l'environnement
- Silence et abandon du Gouvernement et de la société civile

# Conséquences

- 
- Destruction des **identités** et des projets de vie
  - Perte de leurs **terres** et affectation des relations avec la nature : déracinement
  - Risque d'extinction
  - Stigmatisation
  - Destruction des réseaux sociaux (populations fantômes)





# Données chiffrées

---

- On calcule que 3,8 millions de personnes ont été déplacées au cours des 20 dernières années, sans compter les déplacements intra-urbains ou dans une même commune rurale, non plus que ceux dus aux fumigations.(Colombie : 41.468.384 habitants)
- 76 % de la population déplacée avait des droits liés à la terre.
- 51 % du transfert des terres est le fruit de la violence.
- Superficie affectée par le Déplacement : 6,8 millions d'hectares.

# Population affectée

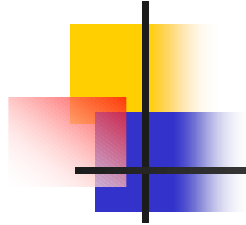
Paysans et groupes de personnes  
au mode de vie traditionnel

---

- 70 % sont des femmes et des enfants
- 10 à 12 % sont des indigènes
- 20% sont d'origine africaine

# Population indigène en Colombie

- 87 peuples indigènes
- 64 langues amérindiennes
- 710 *Resguardos* [“réserves”] disposant de titres officiels qui couvrent 34 millions d’hectares, 29,8 % du territoire.
- 1.392.623 Indigènes (3.4 % pop. nat.)
- 10.2 % des indigènes quittent leur lieu de vie pour cause de menaces contre leur vie.



Droits des *victimes*  
contre  
Droits des responsables

# Normativité nationale et internationale



---

- Déplacement forcé de population civile pour cause de conflit armé et Déplacement hors de conflit armé (Code pénal Colombien)?...
- Crime de guerre
- Délit de lèse humanité
- Génocide
- Imprescribilité

(Statut de Rome de la CPI, Convention de Genève, Convention sur l'imprescribilité)<sup>21</sup>



# Principes recteurs du déplacement interne

---

- Droit à la propriété et à la possession sur les territoires collectifs et sur les ressources naturelles.
- Droit à ne pas être déplacés des lieux qu'ils ont occupé traditionnellement.
- Droit à la restitution de leurs terres.
- Droit à la non discrimination.

# Droit à la "vérité" historique



---

- La vérité, i.e. connaître les faits, les circonstances et les auteurs afin de reconstruire un passé et de préparer un futur
- C'est construire l'histoire de la collectivité
- Garantie des droits ?

# Droit à la “justice” fonctionnelle



---

- Le droit à participer au processus pénal (accès véritable, connaissance des droits, soutenabilité et clarté)
- Le droit au procès équitable
- Le droit de contester
- Le droit à être informé
- Le droit à l'égalité sociale (?) et judiciaire





# Droit à la “réparation”

---

Le rétablissement ou la réparation intégrale :

- L'accès à la justice pour connaître la vérité sur ce qui s'est passé
- La sanction juste
- L'indemnisation économique: **restitution**
- La réhabilitation

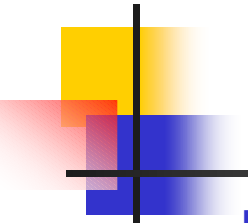


# Droit à la “non répétition”

---

La non répétition, c'est garantir la sécurité des personnes, d'où l'importance de la vérité pour connaître les faits, les responsables et les responsabilités pour faire face au futur.

# Réalité des Victimes

- 
- Chiffre obscur de la criminalité élevé
  - Il n'existe pas de mesures de prévention ni de garantie de non répétition
  - Assassinats de leaders des populations déplacées et de syndicalistes
  - Très rares condamnations
  - Impunité



# Justice Nationale

---

- Lois avec des compensations sans commune mesure avec les dommages soufferts par les victimes
- Procès en suspens faute de prévenus
- Absence d'information statistique fiable sur le déplacement forcé pour cause de conflit armé
- Coût humain et économique élevé
- Faible participation



# Justice internationale (OEA)

## dans le cas des indigènes

---

“Demander à l’**Etat** qu’il garantisse les conditions de sécurité nécessaires pour que soit respecté le droit à la libre circulation des membres du peuple Kankuamo, ainsi qu’à ceux qui se sont vus forcés à se déplacer dans d’autres régions, et qu’ils puissent retourner dans leurs foyers si tel est leur désir”.

?



# Bibliographie

---

- [www.saliendodelcallejon.pnud.org.co](http://www.saliendodelcallejon.pnud.org.co)
- [www.acnur.org](http://www.acnur.org)
- [www.cicr.org](http://www.cicr.org)
- [www.codhes.org](http://www.codhes.org)